



PRENEZ

le compteur prépayé.

Simple, Rapide et Sécurisé



ELECTRICITE DE GUINEE

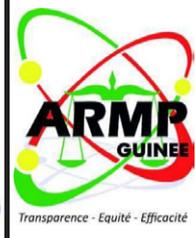
Centre service client
626 111 111



Journal des Appels d'Offres & Offres d'Emplois



DNMP ONFPP



N°741 / LUNDI 14 JUILLET 2025

Hebdomadaire / www.jaoguinee.com

Prix : 3000 GNF

APPELS D'OFFRES



MINISTERE DE L'AGRICULTURE PATAG - EAJ

● AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT.....P/03



LA BANQUE MONDIALE MINISTERE DE LA SANTE PRESES-AOC

● APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT.....P/04



MINISTERE DE LA SANTE (UACGP)

● AVIS D'ATTRIBUTION DÉFINITIVE.....P/04

● AVIS D'ATTRIBUTION DÉFINITIVE.....P/04



● BILAN DESTINE À LA PUBLICATION.....P/05

● BILAN DESTINE À LA PUBLICATION.....P/06



UNIVERSITÉ GÉNÉRAL LANSANA CONTÉ

● AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL.....P/07



● AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL.....P/08



MAEIAGE

● AVIS D'APPEL D'OFFRES RESTREINT.....P/13



● APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT.....P/14

Avec le Compteur Prépayé,
vous payez ce que vous consommez !

Conseil



« Je voyage beaucoup pour mon travail » : comment gérer ?

OFFRES D'EMPLOIS



CARE
● AVIS DE RECRUTEMENT.....P/05



● AVIS DE RECRUTEMENT.....P/09
● AVIS DE RECRUTEMENT.....P/09
● AVIS DE RECRUTEMENT.....P/10
● AVIS DE RECRUTEMENT.....P/11



MINISTERE DE LA SANTE (UACGP)

● AVIS DE RECRUTEMENT.....P/12



R.H Challenge

NOUS RECRUTONS

Dans le cadre de la relance d'un grand complexe hôtelier de la place, le Cabinet RH CHALLENGE recrute du personnel pour tous les postes :

- Des Directeurs
- Des Comptables,
- Des Assistants,
- Des Réceptionnistes,
- Des Serveurs,
- Des Cuisiniers,
- Des Gouvernantes,
- Des Femmes de chambre,
- Des Agents de sécurité.

Date limite 25 juillet 2025

Vous êtes dynamique, motivé(e) et souhaitez faire partie d'une nouvelle aventure hôtelière à Nzérékoré ? Saisissez cette opportunité unique !

Déposez votre dossier complet (CV + Lettre de motivation) au bureau du Cabinet RH CHALLENGE, sur recrutement@rhchallenge.com ou contactez-nous pour plus d'informations au 669 363 233.

RH CHALLENGE - Recruter autrement, pour réussir



CONSEILS
DU JOUR

« Je voyage beaucoup pour mon travail » : comment gérer ?

1 – Vérifiez votre assurance avant de partir en voyage d'affaires

Première chose à vérifier avant d'envisager un voyage d'affaires : votre assurance. Bien qu'il s'agisse du devoir de votre employeur, « L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs », il est très important de connaître les détails de votre assurance en cas de mission en dehors du siège de votre entreprise. D'autant plus lorsqu'il s'agit d'un déplacement à l'étranger, où dans la majorité des cas, la Sécurité Sociale française ainsi que les mutuelles classiques ne sont pas suffisantes. N'hésitez pas à demander à votre employeur les conditions de votre assurance voyage professionnel.

2 – Renseignez-vous sur votre destination, surtout en cas de déplacement à l'étranger

Là encore, c'est le rôle de l'employeur d'informer le salarié sur le lieu de la mission. « Dans le devoir de protection des entreprises, la première obligation est d'informer. L'entreprise doit donc commencer par obtenir des données fiables sur la destination », rappelle Charline Gelin, responsable sécurité France-Italie chez SOS international. Selon la destination, les indications peuvent être diverses : « il faut vérifier les formalités d'entrée dans le pays, la situation sur place et il faut penser aussi à votre ligne mobile pour rester joignable. Il est aussi important de prendre connaissance de la météo locale et des événements locaux qui pourraient perturber le déplacement », précise Slobodan Petrovic.

Si vous jugez que les informations que vous avez à disposition ne sont pas suffisantes, n'hésitez pas à faire quelques recherches de votre côté. Sur le site du Ministère des Affaires Étrangères, vous pouvez par exemple consulter la rubrique "Conseils aux Voyageurs", où vous trouverez des informations mises à jour régulièrement sur votre destination : "Sécurité", "Dernière minute", "Santé", "Voyage d'affaires", etc. Dans les pays non membres de l'Union Européenne, vous aurez aussi besoin d'un VISA. Généralement, l'entreprise se charge des démarches pour l'obtenir mais si c'est à vous de faire les démarches, rendez-vous sur le site du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, toujours dans la rubrique "Conseil aux Voyageurs", cliquez sur l'onglet "Entrée / Séjour" pour obtenir des informations sur les délais et le type de permis requis.

3 – Préparez une feuille de route

"Feuille de route", "roadbook", "planning détaillé", les appellations diffèrent mais l'objectif reste le même : rédiger un document succinct qui recense tous les événements majeurs de votre séjour. Vous pouvez aussi y ajouter quelques numéros ou adresses clés. De l'horaire de départ de l'avion jusqu'au vol retour, précisez les informations principales de tous les rendez-vous professionnels de votre séjour (date, nom de la personne, objet). Reportez aussi les numéros de réservation des chambres d'hôtel, les moyens de transport que vous souhaitez utiliser si cela vous semble nécessaire. Ce résumé, habituellement détaillé de manière chronologique, ne doit généralement pas dépasser une page.

L'idée n'est pas d'expliquer en détail les tenants et les aboutissants des réunions, mais de centraliser toutes les informations importantes sur un seul document afin d'obtenir une vue d'ensemble. Grâce à ce document, vous disposerez ainsi de votre agenda quotidien, récapitulant les échéances à ne pas manquer durant votre séjour professionnel. Dernier conseil qui s'applique à tous les documents administratifs que vous amènerez avec vous :

envoyez-vous le document par mail, surtout si vous avez la fâcheuse tendance de perdre les feuilles volantes.

4 – Voyagez léger dans la mesure du possible

Un simple bagage à main peut suffire, d'autant plus si votre voyage d'affaires ne dure pas plus d'une semaine. Vous éviterez ainsi de potentielles mauvaises surprises comme la perte d'un bagage en soute lors d'un voyage en avion par exemple. Mais c'est surtout vos déplacements qui seront grandement facilités si vous n'êtes pas surchargé. Si vous êtes dans un hôtel, il y a de grandes chances que vous puissiez laver vos vêtements. Nul besoin donc d'embarquer toute sa garde robe, cela ne fera que vous encombrer.

Concernant les équipements électroniques, cela dépend de l'objet de votre séjour. Le plus souvent un ordinateur portable et un disque dur (en cas de pertes de données par exemple) feront l'affaire. S'équiper d'une batterie portable peut aussi s'avérer très utile. De plus, se déplacer à l'étranger entraîne souvent l'utilisation de certaines applications énergivores, comme le GPS, Uber ou encore les applications de réseaux de transports.

Même si « la digitalisation a apporté beaucoup de confort – cartes d'embarquements digitalisées, billets trains dans l'appli, voucher PDF », Slobodan Petrovic conserve toujours une version papier de certains documents. « C'est juste en cas de difficulté avec mon téléphone : perte, batterie, casse... Ces copies de secours servent rarement, mais elles peuvent vous sauver si votre téléphone arrête subitement de fonctionner ! »

5 – Clarifiez les modalités de remboursement de frais avec votre entreprise

Première chose à savoir : les frais de transports, de repas et d'hébergement doivent être remboursés par l'entreprise. C'est obligatoire. Toutefois, l'employeur peut bien évidemment poser certaines limites : remboursement des voyages en classe économique uniquement, mise en place d'un plafond de remboursement pour les nuits d'hôtels, etc. Concernant les modalités de remboursement, cela dépend de l'organisme pour lequel vous travaillez. « Chaque société met en place sa propre politique voyage sur ce point. J'ai eu dans ma carrière à avancer les frais, à travailler avec des avances sur frais, ou à payer avec une carte corporate en débit différé. Dans ce dernier cas, l'entreprise me rembourse la note de frais avant d'avoir été débité, ce qui permet un meilleur confort pour la trésorerie personnelle », précise Slobodan Petrovic. Quelques soient les modalités, l'important est de clarifier les conditions de remboursement avec l'entreprise avant de partir. Pour Slobodan, le séjour prépayé reste la solution idéale. « Depuis que je voyage en appartement MagicStay, le séjour est prépayé, donc je n'ai pas à payer sur place. C'est plus simple et moins contraignant. Et mon CFO a directement accès aux factures et au reporting des frais. »

6 - Mettez à profit le temps du trajet pour travailler... ou pour vous reposer

« Le temps de trajet est à mettre à profit – soit pour travailler, soit pour se reposer afin de mieux gérer le décalage horaire et être en forme à l'arrivée. En général, selon la durée du trajet, c'est un mélange des deux. En effet, c'est un moment calme, pendant lequel vous ne serez sûrement pas interrompu si vous souhaitez vérifier ou améliorer les présentations clients », conseille Slobodan Petrovic. Pour ceux qui souhaitent s'avancer sur certaines de leurs tâches, il est conseillé de télécharger les documents et mails importants avant votre vol : copier/coller sur un document texte, capture d'écran, tous les moyens sont bons ! Lors de votre déplacement, privilégiez les tâches qui requiert l'utilisation d'une seule feuille, ou d'un seul document, vous serez plus efficace. On vous conseille de garder les tâches les plus importantes pour le bureau ou lorsque vous serez dans votre chambre d'hôtel. « Pendant le trajet retour, vous pouvez préparer le bilan, les nouvelles propositions ou les relances, tant que le rendez-vous est encore frais dans votre esprit. Il est aussi possible de profiter du trajet pour effectuer certaines tâches administratives, comme la rédaction de la note de frais, toujours ça de moins à faire à l'arrivée ». Faites attention toutefois aux regards indiscrets, « vous ne connaissez pas vos voisins et si vous partez pour un salon professionnel par exemple, vous pourriez être assis à côté de votre plus féroce concurrent ! », indique Slobodan.

journaldesappelsdoffres@yahoo.fr / journaldesappelsdoffres@gmail.com

N° de compte B.I.G : 004 000 1571000601 67

J.A.O - N° 253/PR/TPI/K/C/2011 - BP/ 4034 Conakry / Quartier Sandervalia

ADMINISTRATEUR GENERAL:

Directeur de Publication

Ahmed Chamsoudine Cherif

664 23 78 73 / 655 23 78 73 / 628 23 78 73

RESP. COMMERCIAL ET LOGISTIQUE:

Lancine Condé

620 63 12 92

Administrateurs

Alpha S Bah Fisher: 666 35 64 42

Responsable ventes et abonnements

Aissatou Barry: 622 20 01 69

COMPTABILITÉ & FINANCE:

Mohamed Maciré Conté

621 35 93 03 / 666 32 58 76

MONTAGE /GRAPHISME/INFOS

Fodé Abdoulaye Camara

Aka Moriah

664 932 996 / 625 242 334

cfodeabdoulaye@gmail.com

fodeabdoulayec07@gmail.com

Impression: Vision 2000 Communication Plus

SA
FRI CAR SA

Société
Africaine
de Courtage d'Assurances et de
Réassurances

Member of the GIB Africa Alliance

Votre Assureur conseil en toutes branches
COURTAGE, SERVICING BROKER ET AUDIT
D'ASSURANCES

Email : safricar@yahoo.fr, Site : www.safricar.com

Contact : 628 13 29 91 / 664 22 62 56 / 664 46 36 46

Almamy, Commune de Kaloum Immeuble FMR "AIR WELL"

CONFIEZ NOUS VOS ASSURANCES ET DORMEZ SUR LES DEUX OREILLES



REPUBLIQUE DE GUINEE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE
GUINEENNE ET DE L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE DES JEUNES
(PATAG – EAJ)
Avis d'Appel d'Offres Ouvert



AOO N° :002/TX/MAGEL/PATAG-EAJ/2025

Maître d'Ouvrage : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

Projet : PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE GUINEENNE ET DE L'ENTREPRENARIAT AGRICOLE DES JEUNES (PATAG –EAJ)

Nom du Marché : Travaux d'aménagement de 178 ha des domaines agricoles dans les Préfectures de Boké et de Boffa.

Pays : République de Guinée

Prêt No : 5900150002251

Méthode de passation de Marché : Appel d'Offres ouvert (AOO)

AOO N° : 002/TX/MAGEL/PATAG-EAJ/2025

Émis le : 7 Juillet 2025

1. L'invitation à soumissionner suit l'avis général d'acquisition pour ce projet qui a été publié sur UNDB online du 18 Novembre 2019 et sur le site Web du groupe de la Banque Africaine de Développement

2. La République de Guinée a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement en diverses monnaies afin de couvrir le coût du Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de l'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PATAG-EAJ). Il est prévu qu'une partie des produits de ce prêt soit appliquée aux règlements éligibles faisant partie du contrat relatif aux travaux d'aménagement de 186 ha des domaines agricoles dans les Préfectures de Boké et de Boffa. Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement.

3. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage représenté par l'Unité de Gestion du Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de l'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PATAG-EAJ) invite, par le présent Appel d'offres, invite les soumissionnaires éligibles à présenter leurs offres sous pli fermé, pour une partie ou pour la totalité des Trois (03) lots objet de cet appel d'offres pour l'exécution des Travaux d'aménagement de 178 ha des domaines agricoles dans les Préfectures de Boké et de Boffa.

- Lot1 : Travaux d'aménagement hydro-agricole de la plaine de Makinsi (100 ha) dans la commune rurale de Koba, Préfecture de Boffa
- Lot2 : Travaux d'aménagement hydro-agricole de la plaine de Kokindé (33 ha) dans la commune rurale de Bintimodya, Préfecture de Boké.
- Lot3 : Travaux d'aménagement hydro-agricole de la plaine de Tanda (45 ha) dans la commune rurale de Dabiss, Préfecture de Boké.

4. Un Soumissionnaire peut présenter une Offre pour un ou plusieurs lots ou une combinaison de lots, selon le cas et comme précisé dans le Dossier d'appel d'offres. Un Soumissionnaire désirant offrir des rabais dans le cas où plusieurs Marchés lui seraient attribués, est autorisé à le faire, mais il devra indiquer ces rabais dans la Lettre de soumission.

5. La procédure sera conduite par mise en concurrence national ouverte en recourant à un Appel d'Offres ouvert (AOO) telle que définie dans le Cadre de Passation des Marchés de la Banque telles que définies dans le « Cadre de Passation des Marchés de la Banque Africaine de Développement, édition d'octobre 2015 » pour les opérations financées par le Groupe de la Banque, disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

6. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du projet PATAG EAJ Projet, sis au Quartier Kipé Centre Emetteur, Commune de Ratoma Transversal No2 en face de l'Immeuble Seta Motors, Conakry République de Guinée Tel : +224 621 35 82 51/623 28 81 46 /657 17 92 99 soulcam418@gmail.com, batigou@yahoo.fr du Lundi au Jeudi : de 9h à 16h 30 et Vendredi : de 8h 30 à 13h.

7. Le Dossier d'Appel d'offres en langue française peut être acheté par tout Soumissionnaire en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de Cinq Millions francs guinéen (5 000 000) GNF, partagé conformément à la réglementation en vigueur en Gui-

née au compte suivant :

- a. 50% au compte N°41 110 71 « Receveur central du trésor » ;
- b. 30% au compte N° 201 1000 407 de l'ARMP ouvert à la BCRG ;
- c. 20 % au compte de l'autorité contractante par un versement au 623 288146 Les Entreprises Étrangères, le paiement de l'intégralité du montant sera fait numéro de compte orange Money +224 623 28 81 46 au niveau de l'Unité de Coordination du Projet qui se chargera de la répartition.

Une redevance de 0.60% sera payé à l'ARMP par le titulaire du marché dont les modalités sont définies par voie réglementaire.

Une redevance de 0,30% du prix hors taxes du marché sera payée au compte de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics à partir de l'immatriculation du marché.

8. Les offres doivent être obligatoirement remises au : Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de L'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PATAG –EAJ), à l'adresse mentionnée ci-après : Quartier Kipé-Centre Emetteur, Commune de Ratoma, Transversale N°2, en Face de l'Immeuble SETA-MOTORS, Conakry, République de Guinée au plus tard le Jeudi 7 Août 2025 à 10 h 30 mn.

9. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes le même jour que la date limite de dépôt, soit le Jeudi 07 Août 2025 à 11H00 en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes au Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de L'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PATAG –EAJ) à l'adresse mentionnée ci-après : Quartier Kipé-Centre Emetteur, Commune de Ratoma, Transversale N°2, en Face de l'Immeuble SETA-MOTORS, Conakry, République de Guinée.

4- Les Offres doivent être accompagnées d'une Garantie bancaire pour un montant de :

Lot 1: 140 000 000 GNF

Lot 2: 141 600 000 GNF

Lot 3 : 93 900 000 GNF

Ou l'équivalent en toute autre monnaie librement convertible

La garantie d'offre sera valide jusqu'au 28ème jour suivant la date limite de validité de l'offre.

5- Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents et ce, au Siège de la Coordination du Projet d'Appui à la Transformation de l'Agriculture Guinéenne et de L'Entreprenariat Agricole des Jeunes (PATAG–EAJ), à l'adresse mentionnée ci-après : Quartier Kipé-Centre Emetteur, Commune de Ratoma, Transversale N°2, en Face de l'Immeuble SETA-MOTORS, Conakry, République de Guinée

Conakry le 04 Juillet 2025

Le Coordinateur
Atigou BALDE



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Justice – Solidarité



MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE
PUBLIQUE

UNITE DE GESTION DES PROJETS
PROGRAMME REGIONAL DE SECURITE SANITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU
CENTRE (PReSeS-AOC)

CREDIT IDA N°: 7452-GN et DON GFF N° TFOC 3354-GN
APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL POUR L'EVALUATION
ET L'APPUI AU REGISTRE SOCIAL UNIFIE (RSU) EN REPUBLIQUE DE GUINEE

Date début : 07/07/2025 – Date limite : 23/07/2025

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu, un financement de la Banque Mondiale (IDA) et GFF pour financer le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) qui couvre tout le pays en faveur du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique. Il est prévu qu'une partie de ce Financement soit utilisé pour effectuer des paiements au titre de services de consultants.

2. Dans le cadre de la réalisation de cette mission, l'objectif principal est d'évaluer la base des données du Registre social unifié afin de faire des propositions d'amélioration et de définir les moyens d'interopérabilité avec d'autres bases de données nationales.

Le Consultant aura comme missions principales de :

- Elaborer la méthodologie de travail et le chronogramme détaillé de l'étude ;
- Procéder à la collecte et à l'analyse des données collectées ;
- Rédiger le rapport provisoire de l'évaluation et le soumettre à bonne date aux commanditaires pour amendement ;
- Prendre en compte les amendements des commanditaires ;
- Faire une restitution des principaux résultats de l'évaluation aux principales parties prenantes ;
- Soumettre le rapport final de l'évaluation à bonne date après sa validation.

3. Les Termes de Références (TDRs) détaillés de la mission peuvent être obtenus aux adresses Email : drgrovogui@gmail.com - barysouadou@yahoo.fr. et dans le site : www.ugpsante.org aux heures suivantes :

Du lundi au jeudi : de 9 heures à 16 heures 30 minutes.

Le vendredi : de 9 heures à 13 heures.

4. Le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) invite les Consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services.

5. Qualification et expertises requises

Le consultant devra remplir les conditions suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 en statistiques, économétrie, ou d'ingénieur statisticien et/ou informaticien avec une compétence en gestion de base de données, ou tout autre domaine pertinent similaire avec une spécialisation en Systèmes d'Information (Diplôme obligatoire)
- Justifier d'une expérience confirmée d'au moins 7 ans en matière d'analyse quantitative et de traitement des données socio-économiques et/ou en analyse des systèmes d'information et de gestion (SIG), (joindre les attestations de services faits) ;
- Avoir une expérience d'au moins 3 ans dans la gestion de bases données complexes à la suite d'un ciblage de personnes/ménages pauvres ou vulnérables (joindre les attestations de services faits) ;
- Avoir une maîtrise de modèles relationnels entre bases de données ;
- Avoir une connaissance approfondie en logiciel de gestion de données (STATA, SPSS, SAS, R ou autre) ;
- Avoir une bonne capacité de rédaction et de synthèse en français.
- Une expérience dans le domaine du secteur de l'administration Guinéenne sera un atout.

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17.1.9 de la Section III de : « BANQUE MONDIALE, Le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement édition Septembre 2023, relatifs aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

6. La durée des prestations est de 45 jours ouvrables à compter de la date de signature du contrat.

7. Un Consultant sera sélectionné selon la Méthode Sélection des Consultants Individuels telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement édition Septembre 2023.

8. Les manifestations d'intérêts devront être déposées aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le 23 juillet 2025 à 12h.

Siège du Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PReSeS-AOC) Sis au Quartier Coronthie, Commune de Kaloum, Conakry.

Email : drgrovogui@gmail.com - barysouadou@yahoo.fr.

Avec uniquement la mention « Manifestation d'intérêt pour le Recrutement d'un consultant International pour l'évaluation et l'appui au Registre Social Unifié (RSU) en République de Guinée ».



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Solidarité



MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION DES PROGRAMMES
(UAGCP)

Conakry, le 09 juillet 2025

AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE DU MARCHE

L'Autorité contractante,

- Vu le Décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019 portant code des marchés publics

Vu le dossier d'appel d'offres DAO N°006/2025/F/AON/FM-BND/UAGCP « Fourniture et la livraison d'ambulances pour le ministère de la santé et de l'hygiène publique ».

- Vu l'avis de non-objection du 16 juin 2025 accordés par la Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics (DGCMP);
- Vu la notification d'attribution provisoire du marché en date du 20 juin 2025, en vertu de l'article 81 du Code des marchés publics ;
- Vu la notification concomitante en date du 20 juin 2025, adressée aux soumissionnaires non-retenus conformément à l'article 81 du Code des marchés publics ;

Décide :

D'attribuer définitivement, le marché ci-haut référencé pour le montant total hors taxes hors douanes de quatre milliard trois cent vingt millions (4 320 000 000 GNF) francs guinéens à l'entreprise CIEL COMPAGNY, quartier Béhanzin, Commune de Matoto, Conakry République de Guinée. Tel : 628 68 49 41, Email dave.etscielcomp2011@gmail.com



Pour l'Autorité contractante,

Dr Timothée GUILAVOGUI

Le Coordonnateur de l'UAGCP



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Solidarité



MINISTRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION DES PROGRAMMES
(UAGCP)

Conakry, le 09 juillet 2025

AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE DU MARCHE

L'Autorité contractante,

- Vu le Décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019 portant code des marchés publics
- Vu le dossier d'appel d'offres DAO N°007/2025/AOO/SI/GAVI/UAGCP_Recrutement d'un cabinet d'audit externe portant sur les financements octroyés par GAVI à la Guinée pour les exercices 2024, 2025 et 2026
- Vu l'avis de non-objection du 18 juin 2025 accordés par le bailleur de fonds (GAVI);
- Vu la notification d'attribution provisoire du marché en date du 24 juin 2025, en vertu de l'article 81 du Code des marchés publics ;
- Vu la notification concomitante en date du 24 juin 2025, adressée aux soumissionnaires non-retenus conformément à l'article 81 du Code des marchés publics ;

Décide :

D'attribuer définitivement, le marché ci-haut référencé pour le montant total hors taxes de cent onze millions six cent cinquante-neuf mille cent quatre-vingt-quinze (111 659 195 GNF HT) francs guinéens par exercice au Cabinet TATY & ASSOCIES, Abidjan- République de la Côte D'Ivoire. Tel : +225 27 22 264 198, Email : info@taty.info



Pour l'Autorité contractante,

Dr Timothée GUILAVOGUI

Le Coordonnateur de l'UAGCP



BILAN DESTINE A LA PUBLICATION

Date d'arrêté : 31/12/2024

(En milliers de GNF)

CODES POSTES	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice 2023	Exercice 2024
A10	CAISSE	129,713,176	132,236,478
A02	CREANCES INTERBANCAIRES	489,885,542	439,905,153
A03	- A vue	454,885,542	404,905,153
A04	. Banques Centrales	256,871,507	145,306,249
A05	. Trésor Public, CCP		
A07	. Autres établissements de crédit	198,014,035	259,598,904
A08	- A terme	35,000,000	35,000,000
B02	CREANCES SUR LA CLIENTELE	821,210,569	949,622,402
B10	- Portefeuille d'effets commerciaux	0	0
B11	. Crédits de campagne		
B12	. Crédits ordinaires	0	0
B2A	- Autres concours à la clientèle	791,523,294	932,711,836
B2C	. Crédits de campagne		
B2G	. Crédits ordinaires	791,523,294	932,711,836
B2N	- Comptes ordinaires débiteurs	29,687,274	16,910,565
B50	- Affacturage		
C10	TITRES DE PLACEMENT	360,905,000	492,975,000
D10	PRETS SUBORDONNES		
D1A	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	200,000	200,000
D50	CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	49,110,837	97,679,392
D20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5,349,540	3,602,361
D22	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	103,640,119	122,551,416
E01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
C20	AUTRES ACTIFS	474,340	406,640
C6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	57,803,693	182,105,987
E90	TOTAL ACTIF	2,018,292,816	2,421,284,828



BILAN DESTINE A LA PUBLICATION

Date d'arrêté : 31/12/2024

(En milliers de GNF)

CODES POSTES	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		Exercice 2023	Exercice 2024
	ENGAGEMENTS DONNES	611,344,053	791,782,732
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	159,636,982	206,591,158
N1A	En faveur d'établissements de crédit		
N1J	En faveur de la clientèle	159,636,982	206,591,158
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	451,707,071	585,191,574
N2A	D'ordre d'établissements de crédit	0	0
N2J	D'ordre de la clientèle	451,707,071	585,191,574
N3A	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
	ENGAGEMENT RECUS	2,509,734,939	3,480,194,444
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
N1H	Reçus d'établissements de crédit		
N1G	Reçus de la clientèle		
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	2,509,734,939	3,480,194,444
N2H	Reçus d'établissements de crédit		
N2M	Reçus de la clientèle	2,509,734,939	3,480,194,444
N3E	ENGAGEMENTS SUR TITRES		



BILAN DESTINE A LA PUBLICATION

Date d'arrêté : 31/12/2024

(En milliers de GNF)

CODES POSTES	PASSIF	MONTANTS NETS	
		Exercice 2023	Exercice 2024
F02	DETTES INTERBANCAIRES	107,990,779	22,386,645
F03	- A vue	7,990,779	5,183,252
F05	. Trésor Public, CCP		
F07	. Autres établissements de crédit	7,990,779	5,183,252
F08	- A terme	100,000,000	17,203,392
G02	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	1,661,761,174	2,110,212,734
G03	- Comptes d'épargne à vue	350,620,951	463,365,493
G04	- Comptes d'épargne à terme	145,581,973	184,067,750
G05	- Bons de caisse		
G06	- Autres dettes à vue	1,039,822,125	1,281,273,083
G07	- Autres dettes à terme	125,736,125	181,506,407
H30	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE		
H35	AUTRES PASSIFS	3,707,290	8,393,712
H6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	81,886,539	89,136,182
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4,797,144	4,554,494
L35	PROVISIONS REGLEMENTÉES		
L10	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
L41	DETTES SUBORDONNÉES		
L45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	291,531	11,822
L60	CAPITAL	103,000,000	103,000,000
L61	EMPRUNTS PARTICIPATIFS		
L50	PRIMES LIÉES AU CAPITAL		
L55	RESERVES	15,514,189	19,749,972
L59	ECARTS DE REEVALUATION		
L70	REPORT A NOUVEAU (+/-)	22,401,038	35,108,387
L80	RESULTAT DE L'EXERCICE	16,943,133	28,730,880
L90	TOTAL PASSIF	2,018,292,816	2,421,284,828



RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LA REALISATION DE L'ETUDE FINALE DU PROJET FILLES ET FEMMES ENGAGEES POUR LA CONSOLIDATION DE PAIX EN GUINEE « FIFEP »

CARE (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere) est un acteur majeur de l'aide humanitaire internationale. La Mission de CARE est de renforcer la capacité des populations et apporter des améliorations durables dans les communautés. En Guinée, CARE intervient dans le domaine de la santé, de la Gouvernance, de l'autonomisation des femmes. CARE est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) laïque pour qui la prise en compte du Genre et de la Diversité est importante. Pour l'atteinte de ses objectifs programmatiques, CARE Guinée travaille en partenariat avec le Gouvernement, le Secteur Privé, les Organisations de la Société Civile locales et des ONG Internationales.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet filles et femmes engagées pour la consolidation de la paix en Guinée (FIFEP), financé par le Fond de consolidation de la paix des Nations Unies (PBF), CARE Guinée lance le présent avis en vue du recrutement d'un cabinet pour la réalisation de l'étude finale dudit projet.

Peuvent participer à la concurrence, tout(e) cabinet/structure spécialisé(e) pour ce type d'étude et répondant aux critères de qualifications définis dans le dossier de demande de propositions.

Les structures intéressées sont invitées à télécharger, sans frais, le dossier de demande de propositions via le lien <https://forms.office.com/e/6bRTLE-qPT1et> et à respecter scrupuleusement les dispositions du dossier de demande de propositions dans le cadre de la soumission de leurs offres.

Par ailleurs, les structures peuvent soumettre leurs propositions techniques et financières par voie électronique uniquement, via l'adresse mail civ.procuementcovid19@care.org, avec pour objet «recrutement d'un cabinet pour la réalisation de l'études finale du projet filles et femmes engagées pour la consolidation de la paix en Guinée FIFEP».

La date limite de soumission des propositions est fixée au plus tard le mardi 29 juillet 2025 à 10h00 mn.



COMPTE DE RESULTAT DESTINE A LA PUBLICATION
(en tableau)

Date d'arrêté : 31/12/2024

(En milliers de GNF)

CODES POSTES	CHARGES	MONTANTS NETS	
		Exercice 2023	Exercice 2024
R01	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	31,458,514	27,661,062
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	11,081,267	10,952,071
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	20,332,247	16,708,991
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	45,000	0
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
R5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
R06	COMMISSIONS	0	0
R4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	186,516	366,932
R4C	- Charges sur titres de placement	0	0
R6A	- Charges sur opérations de change	186,516	366,932
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	0	0
R6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	0	0
R8G	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0
R8J	STOCKS VENDUS	0	0
R8L	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	93,332,477	116,430,647
S02	- Frais de personnel	42,534,401	50,778,924
S05	- Autres frais généraux	50,798,076	65,651,722
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	16,278,868	21,625,588
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	47,330,363	28,385,759
T01	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	269,896	5,377,966
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0
T82	IMPOT SUR LE BENEFICE	389,853	5,768,479
L80	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice)	16,943,133	28,730,880
T84	TOTAL	206,189,620	234,347,314



COMPTE DE RESULTAT DESTINE A LA PUBLICATION
(en liste)

Date d'arrêté : 31/12/2024

(En milliers de GNF)

CODES POSTES	LIBELLES	MONTANTS NETS	
		Exercice 2023	Exercice 2024
	PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	173,877,243	202,739,446
V01	+ INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	111,982,589	115,868,826
V03	+ Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	9,228,323	6,185,902
V04	+ Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	102,754,267	109,682,924
V5F	+ Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
V05	+ Autres intérêts et produits assimilés	0	0
R01	- INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	-31,458,514	-27,661,062
R03	- Intérêts et charges assimilés sur dettes interbancaires	-11,081,267	-10,952,071
R04	- Intérêts et charges assimilés sur dettes à l'égard de la clientèle	-20,332,247	-16,708,991
R4D	- Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre	-45,000	0
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
V5G	+ PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
R5E	- CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
V06	+ COMMISSIONS	33,610,515	48,919,691
R06	- COMMISSIONS	0	0
V4A	+ PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	59,592,279	65,950,127
V4C	+ Produits sur titres de placement	18,907,436	37,311,309
V4Z	+ Dividendes et produits assimilés	0	0
V6A	+ Produits sur opérations de change	18,727,654	16,423,380
V6F	+ Produits sur opérations de hors bilan	21,957,189	12,215,439
R4A	- CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	-186,516	-366,932
R4C	- Charges sur titres de placement	0	0
R6A	- Charges sur opérations de change	-186,516	-366,932
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	0	0



COMPTE DE RESULTAT DESTINE A LA PUBLICATION
(en tableau)

Date d'arrêté : 31/12/2024

(En milliers de GNF)

CODES POSTES	PRODUITS	MONTANTS NETS	
		Exercice 2023	Exercice 2024
V01	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	111,982,589	115,868,826
V03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	9,228,323	6,185,902
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	102,754,267	109,682,924
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
V05	- Autres intérêts et produits assimilés	0	0
V5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
V06	COMMISSIONS	33,610,515	48,919,691
V4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	59,592,279	65,950,127
V4C	- Produits sur titres de placement	18,907,436	37,311,309
V4Z	- Dividendes et produits assimilés	0	0
V6A	- Produits sur opérations de change	18,727,654	16,423,380
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan	21,957,189	12,215,439
V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	336,890	28,795
V8B	MARGES COMMERCIALES	0	0
V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
V8D	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	0
X6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0
X01	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	491,603	3,579,874
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0
L80	RESULTAT DE L'EXERCICE (Perte)	0	0
X84	TOTAL	206,013,877	234,347,314



COMPTE DE RESULTAT DESTINE A LA PUBLICATION
(en liste)

Date d'arrêté : 31/12/2024

(En milliers de GNF)

CODES POSTES	LIBELLES	MONTANTS NETS	
		Exercice 2023	Exercice 2024
V6T	+PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	336,890	28,795
R6U	-CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	0	0
	VENTES, ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	0	0
V8B	+ Marges commerciales	0	0
V8C	+ Ventes de marchandises	0	0
V8D	+ Variations de stocks de marchandises	0	0
R8L	- Variations de stocks de marchandises	0	0
R8G	- Achats de marchandises	0	0
R8J	- Stocks vendues	0	0
	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	-156,941,709	-166,441,994
W4R	+ PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	0	0
S01	- FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	-93,332,477	-116,430,647
S02	- Frais de personnel	-42,534,401	-50,778,924
S05	- Autres frais généraux	-50,798,076	-65,651,722
X51	+ Reprises d'amortissement et de provisions sur immobilisations	0	0
T51	- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-16,278,868	-21,625,588
X6A	+ Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	0	0
T6A	- Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	-47,330,363	-28,385,759
X01	+ Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0
T01	- Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0
	PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS	221,707	-1,798,092
X80	+ Produits exceptionnels	491,603	3,579,874
T80	- Charges exceptionnelles	-269,896	-5,377,966
	PROFITS ET PERTES/EXERCICES ANTERIEURS	0	0
X81	+ Profits sur exercices antérieurs	0	0
T81	- Pertes sur exercice antérieurs	0	0
T82	- IMPOT SUR LE BENEFICE	-389,853	-5,768,479
L80	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	16,767,390	28,730,880





REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail – Justice – Solidarité
**UNIVERSITE GENERAL LANSANA CONTE DE
SONFONIA – CONAKRY**
030 BP 970 – Kipé Conakry / contact@uglcs.org / www.uglcs.org / +224 628 51 28 52

Section 0. Avis d'Appel d'Offres (AAO) National

UNIVERSITE GENERAL LANSANA CONTE DE SONFONIA (UGLC-SC)

Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'avis de non objection N°0521 accordée par la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, autorisant l'UGLC-SC à recourir à l'accord-cadre à bons de commande, dans le cadre de son programme de modernisation progressive de ses infrastructures pédagogiques.

L'Université Général Lansana Conté de Sonfonia a obtenu, dans le cadre de l'exercice budgétaire 2025 des fonds à moyen terme, des promesses de mobilisation de fonds, afin de financer son programme de modernisation, d'embellissement et de mise aux normes de ses infrastructures pédagogiques et administratives, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché par accord-cadre ci-dessus.

L'Université Général Lansana Conté de Sonfonia, sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les acquisitions suivantes, en lot unique : *prestations de travaux, de maintenance, d'entretien et de fournitures diverses.*

La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de **Monsieur Sory Kourouma**, **Personne Responsable des Marchés Publics**; Tel : 620 52 05 26, tous les jours, **Lundi de 8h à 17h et Vendredi, de 8h à 16h.** ou sorykourouma76@gmail.com et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : **Université Général Lansana Conté de Sonfonia Conakry bloc administratif bureau de la PRMP / UGLC-SC premier Etage bâtiment INDIGO du Lundi au vendredi de 08h à 17h.**

Les exigences en matière de qualification sont : (voir le Dossier d'Appel d'Offres pour les informations détaillées).

Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : PRMP, à compter du Lundi 07 Juillet 2025 contre un paiement non remboursable de deux millions francs guinéens (2 000 000 GNF). Le paiement se fera dans les comptes ci-après, ouverts dans les livres de la Banque Centrale :

- ✓ 50% au compte N° 4111071 du Receveur spécial du Trésor, contre délivrance d'une quittance libératoire ;
- ✓ 30% au compte N°2011000407 de l'ARMP ouvert à la BCRG ;
- ✓ 20% au compte de l'Autorité contractante. Remis en espèce contre un reçu au bureau de la PRMP de Sonfonia.

Le document d'Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés contre la présentation d'un reçu de paiement.

Les offres devront être rédigées en langue française et déposées en trois (03) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse ci-après : **au Bureau de la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) au sein de l'Université Général Lansana Conté de Sonfonia, dans le bloc administratif du Rectorat ; Tel : 620 52 05 26, au plus tard le lundi 18 Août 2025 à 11h 00mn.**

Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis et, le cas échéant, en présence d'un représentant de la l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et celui de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) à l'adresse ci-après : **rectorat de l'université Général Lansana Conté de Sonfonia à 11h30.**

Les offres doivent comprendre une redevance de régulation de 0,60% du montant hors taxe du marché à verser sur le compte de l'ARMP conformément aux dispositions du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de l'Arrêté conjoint A/2304/MEF/MB/SGG du 07 août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote-part des produits de vente (ou prix de cession) des dossiers d'appel d'offres, joint en annexe au présent Dossier d'Appel d'Offres.

Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission de Cent Cinquante Millions Francs Guinéens (150 000 000 GNF).

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

. La législation régissant l'appel d'offres est le droit de la République de Guinée.

Conakry, le 07 Juillet 2025


Recteur
Le Secrétaire Général
PO / Le Secrétaire Général
Sory SIDIBE



**AVIS D'APPEL D'OFFREST POUR RÉÉDITER ET PRODUIRE
DES OUTILS COMMUNAUTAIRES DE RAPPORTAGE ET
PROMOTIONNELS INCLUANT LES ENJEUX DE GENRE ET
INCLUSION POUR LES AC ET PAIRS EDUCATEURS**

REF: N° 006 -AA0-AONCO/FY25

1- OBJET

Plan International Guinée est le Réciendaire Principal (RP) de la subvention conjointe VIH-Prévention et Tuberculose du Fonds mondial pour le renforcement de la lutte contre les deux maladies pour la période 2024-2026. Le Projet TB-VIH est mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de la Santé à travers le Programme National de lutte Antituberculeuse (PNLT) et le Programme National de lutte contre le VIH et les Hépatites (PNLSH) ainsi que les cinq (05) sous-réciendaire (AJP, AGBEF, Health Focus, ChildFund et OIM) constituées d'ONG Nationales et Internationales. Les SRs travaillent en collaboration avec des agents communautaires et Pairs éducateurs formés issus des communautés bénéficiaires. Il couvre l'ensemble du territoire national dans huit (08) Inspections Régionales de la santé (IRS), et trente et huit (38) Directions Préfectorales/Communales de la santé (DPS/DCS), quatre-vingt-huit (102) Centres de dépistage et traitement de la tuberculose (CDT), vingt et un (27) Centres de services adaptés (CSA) chargés de la prévention, dépistage et de prise en charge du VIH.

C'est ce cadre que Plan International Guinée en collaboration avec le PNLT, le PNLSSH et les organisations sous réciendaire ont procédé à une révision de l'ensemble des outils et supports de communication de la tuberculose communautaire et VIH prévention. Pour garantir la qualité des données, la documentation et le rapportage des activités au niveau communautaire, Plan International Guinée procède à la reprographie des différents outils de collecte de rapportage des données et des supports de communication des PE et animateurs TB d'où l'élaboration de ces termes de références.

2- RETRAIT DU DOSSIER D'APPELD'OFFRES

Les prestataires intéressés par ce présent Avis d'Appel d'Offres (AAO) peuvent faire la demande de retrait à travers le courrier électronique suivant : PlanGuinea.COservices@plan-international.org

3- DATE DE DEPOT DES SOUMISSIONS

Les offres complètes rédigées en langue française, seront déposées sous-p pli fermé à Plan International Guinée ; Résidence Matou, quartier Kipé en face du Lycée Kipé Tel : 629 29 00 52 au plus tard le 15/07/2025 à 17 heures précises.

Il est entendu que toute offre transmise à la Réception de Plan International Guinée après le délai, de dépôt des offres ne sera pas prise en compte.

Pour Plan International Guinée

Evariste SINDAYIGAYA

Directeur pays

Date :

PROGRAMME
SIMANDOU
2040
Un pont vers la prospérité !
La Guinée, notre Paradis
TERRE DE RICHESSE ET D'INNOVATION

1 Agriculture, Industrie Alimentaire & Commerce	2 Éducation & Culture	3 Infrastructures, Transports & Technologies	4 Économie, Finance & Assurance	5 Santé & Bien-être
---	-----------------------------	---	--	---------------------------



Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics



TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT DE CINQ (05) COORDONNATEURS DE PROJETS ROUTIERS

TERMES DE RÉFÉRENCE

Recrutement de Cinq (05) Coordonnateurs de Projets Routiers

1. Contexte et justification

Dans le cadre du renforcement de son dispositif de suivi, de coordination et de contrôle de l'exécution des projets routiers sur l'ensemble du territoire national, l'**Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE Guinée)**, Maître d'ouvrage délégué du Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics, envisage le recrutement de **Cinq (05) Coordonnateurs de Projets Routiers**.

Ces coordonnateurs seront chargés d'assurer la coordination technique, administrative et opérationnelle des projets d'infrastructures routières dans leurs zones d'intervention, conformément aux standards techniques modernes et aux exigences de performance.

Ce recrutement s'inscrit dans une dynamique de professionnalisation accrue du secteur, de la gestion orientée vers les résultats et d'accélération de la mise en œuvre des travaux routiers conformément aux objectifs du Gouvernement et aux attentes des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

2. Objectif du recrutement

L'objectif principal est de **renforcer la coordination et le suivi rapproché** des projets routiers afin d'assurer leur exécution dans les délais, la qualité et les budgets contractuels.

3. Missions du Coordonnateur

Sous l'autorité du Directeur Général de l'AGEROUTE, et sous la supervision du Directeur Général Adjoint, chaque Coordonnateur de Projet aura en charge :

- **la Planification opérationnelle des projets** : assurer l'élaboration et la mise à jour des plans d'activités détaillés pour les projets sous sa coordination ;
- **le Suivi et la supervision des travaux** : surveiller et superviser activement l'exécution des travaux sur le terrain, en étroite collaboration avec les missions de contrôle, le Maître d'œuvre, et les autres services et directions de l'AGEROUTE ;
- **la Qualité, le Délais et la Sécurité des travaux** : garantir le respect strict des spécifications techniques, des délais contractuels, des normes de qualité établies et des règles de sécurité en vigueur sur les chantiers ;
- **la Coordination des Parties Prenantes** : faciliter et coordonner les interactions et les actions avec toutes les parties prenantes locales, incluant les entreprises, les missions de contrôle, les services déconcentrés et les collectivités locales ;
- **le Reporting** : contribuer activement à la rédaction des rapports techniques et financiers périodiques relatifs à ses projets ;
- **la Gestion des risques** : identifier de manière proactive les risques et les potentiels blocages susceptibles d'affecter le bon déroulement des travaux, alerter la hiérarchie et proposer des solutions concrètes pour y remédier ;
- **la Gestion documentaire** : contribuer à l'organisation et à l'archivage rigoureux de tous les documents techniques et contractuels des projets sous sa responsabilité.

4. Profil requis

4.1 Formation :

- **Ingénieur en Génie Civil** ou équivalent (Bac +5), **Master en Gestion de projet d'infrastructures**, ou tout autre diplôme pertinent dans le domaine des travaux publics.

4.2 Expérience :

- Minimum **7 ans d'expérience avérée** dans la gestion ou la coordination de projets d'infrastructures routières.
- Une expérience avérée en études techniques (APS, APD) et/ou en supervision des travaux serait un atout.

4.3 Compétences techniques et managériales :

- Expertise Technique :

- Capacité à évaluer et valider les études techniques ;
- Connaissance approfondie des normes et techniques de conception et de construction routière ;
- Compétence dans le suivi des opérations techniques de vérification et de réceptions des ouvrages ;

- Gestion de Projet :

- Pilotage et coordination efficaces de toutes les activités nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Maîtrise des outils de gestion de projets (MS Project, Tableau de Bord de suivi des activités, Cadre de résultats, matrices ; etc.) ;

- Gestion Administrative et Contractuelle :

- Bonne connaissance des procédures de passation des marchés publics ;
- Solide expérience en gestion de contrats ;

- Outils Informatiques : Maîtrise avancée des logiciels bureautiques (Word, Excel, PowerPoint) et des outils techniques (AutoCAD, SIG, etc.) ;

- Communication et Reporting :

- Excellente capacité de rédaction et de reporting technique pour documenter l'avancement et les spécificités des projets ;
- Conduite de négociation et gestion de conflits.

4.4 Aptitudes personnelles :

- Leadership, sens de l'organisation et rigueur ;
- Esprit d'analyse, prise d'initiative, réactivité ;
- Disponibilité pour de fréquents déplacements ;
- Capacité à travailler sous pression et à des heures tardives ;
- Bonne communication et aptitude au travail en équipe ;
- Capacité à gérer le stress et les priorités multiples.

5. Lieu d'affectation :

Chaque Coordonnateur sera affecté dans une zone géographique spécifique du territoire national (zones à préciser en fonction de la répartition des projets).

6. Condition d'embauche

Le contrat sera initialement à **durée déterminée**, avec une période initiale de **12 mois renouvelable**, sous réserve d'évaluation satisfaisante.

Le candidat doit être libre de tout engagement professionnel, ou toute autre activité sans conflits d'intérêts avec le poste à la date de la signature du contrat.

La signature du contrat dépend d'une enquête de moralité concluante.

7. Dossier de candidature

Le dossier de candidature comprend :

- une lettre de motivation ;
- un CV détaillé actualisé ;
- les copies des diplômes et attestations pertinentes ;
- deux (02) références professionnelles.

8. Modalités de sélection

La sélection se fera par appel à candidatures ouvert. Les candidatures seront évaluées comme suit :

- a- Evaluation des dossiers soumis (CV + lettre de motivation + copies de diplômes et attestations) ;
- b- Test écrit ;
- c- Entretien avec la Commission de recrutement ;
- d- Entretien avec la Direction Générale.

9. Dépôt de candidature

Le dossier de candidature doit être exclusivement envoyé à l'adresse mail suivante au plus tard le **jeudi 31 juillet 2025 à 17h30** : recrutement.coordo2025@ageroute.gov.gn

Le Directeur Général

 Moïse SIDIBE

Conakry, 7 juillet 2025



OFFRE D'EMPLOI

Trust Africa recrute Un (1) Responsable CSP (Community & Social Performance) (H/F) pour le compte de la Compagnie du TransGuinéen - SA

Titre du Poste :	Responsable CSP (Community & Social Performance) (H/F)
Rapporte au :	Directeur Général HSE & Communautaire (HSSEC General Manager)
Lieu d'Affectation :	Conakry
Type de Poste :	National

Aperçu de l'entreprise

Créé en 2022, la **Compagnie du Transguinéen** (CTG) réunit plusieurs partenaires industriels avec le gouvernement de la Guinée dans une coentreprise unique qui jouera un rôle clé dans la transformation de l'économie guinéenne et la promotion d'une croissance économique durable.

La CTG sera propriétaire et exploitant du corridor ferroviaire de **670 km** ainsi que des infrastructures portuaires construites dans le cadre du projet Simandou (l'un des plus grands gisements inexploités de minerai de fer de haute qualité au monde). En plus du transport du minerai de fer des mines de Simandou vers les marchés internationaux, les infrastructures de CTG seront également utilisées pour le transport de passagers et de marchandises. Cela contribuera à connecter l'ensemble du territoire guinéen, y compris ses zones agricoles existantes, partant Simandou (au sud-est du pays) au port de Morébaya, près de Conakry, la capitale de la Guinée. Avec son siège à Conakry et des opérations réparties sur l'ensemble de ses infrastructures, CTG devrait progressivement accroître ses effectifs dans les mois et années à venir, en mettant résolument l'accent sur l'excellence opérationnelle, environnementale et en matière de santé et sécurité, ainsi que sur une étroite collaboration avec les communautés locales partout où elle est présente.

La société CTG est détenue conjointement par les partenaires de développement : Winning Consortium Simandou Infrastructure PTE LTD (WCS) (coentreprise entre Winning Consortium et Baowu) et Simfer Infra Co (coentreprise regroupant Rio Tinto et Chalco Iron Ore Holdings) chacune de ces entités détient 42,5 % des parts, tandis que l'État guinéen bénéficie d'une participation gratuite de 15 %.

Tâches et responsabilités:	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la mise en œuvre d'une performance sociale et communautaire solide sur l'ensemble du périmètre de CTG (rail, port et infrastructures annexes). Développer et mettre en œuvre des stratégies d'engagement communautaire afin de répondre aux préoccupations locales et favoriser des relations positives avec les communautés. Suivre et gérer les impacts sociaux des opérations ferroviaires et portuaires, en veillant à la conformité avec les politiques de CTG et les exigences réglementaires. Diriger des projets de durabilité visant à améliorer la performance sociale et environnementale des opérations. Identifier et atténuer les risques liés à la performance communautaire et sociale en mettant en œuvre des mesures proactives. Fournir des rapports réguliers à la direction générale sur les indicateurs de performance communautaire et sociale ainsi que sur les activités d'engagement. Travailler en étroite collaboration avec les départements des opérations, de la sûreté, des achats et autres fonctions supports afin d'intégrer les aspects communautaires et sociaux dans la stratégie globale de l'entreprise.
Exigences en matière de formation	<ul style="list-style-type: none"> Diplôme de niveau licence en sciences sociales, études environnementales, administration des affaires ou domaine connexe. Un diplôme de niveau Master est fortement souhaité.
Exigences en matière d'Expériences	<ul style="list-style-type: none"> Expérience significative en Afrique subsaharienne. Entre 10 et 16 ans d'expérience dans des projets d'infrastructure de grande envergure, dans des environnements sociaux et politiques complexes, idéalement dans le secteur ferroviaire ou portuaire. Expérience confirmée dans la gestion d'équipes larges et diversifiées. Solide expérience dans la gestion d'enjeux sensibles et complexes, avec une expertise en gestion de réputation.
Connaissances / Compétences	<ul style="list-style-type: none"> Excellentes compétences en communication orale et écrite, avec la capacité de vulgariser des informations techniques. Maîtrise du français obligatoire, l'anglais est un atout majeur. Excellentes aptitudes en négociation et en influence, avec aisance à tous les niveaux de l'organisation. Capacité démontrée à élaborer et mettre en œuvre des stratégies d'engagement communautaire efficaces. Grande capacité à collaborer avec une diversité de parties prenantes (gouvernements, communautés, institutions comme la SFI, ONG, etc.). Leadership fort et capacité à inspirer et guider tant les équipes internes que les partenaires externes. Maîtrise approfondie des normes, pratiques et réglementations en matière de performance communautaire et sociale (CSP).

Postulez dès maintenant en ligne à partir de la plateforme www.trustafrica-emploi.com ou envoyez votre candidature (CV) à job@trustafrica-rh.com en précisant en objet le titre et la référence du poste (REF:TRG02397).

Date Limite de dépôt : 30/07/2025

OFFRE D'EMPLOI

Trust Africa recrute Un (1) Responsable Mise en œuvre des Programmes HSEC (HSEC Program Delivery Manager) (H/F) pour le compte de la Compagnie du TransGuinéen - SA

Titre du Poste :	Responsable Mise en œuvre des Programmes HSEC (H/F)
Rapporte au :	Directeur Général HSSEC (HSSEC General Manager)
Lieu d'Affectation :	Conakry
Type de Poste :	National

Aperçu de l'entreprise

Créé en 2022, la **Compagnie du Transguinéen** (CTG) réunit plusieurs partenaires industriels avec le gouvernement de la Guinée dans une coentreprise unique qui jouera un rôle clé dans la transformation de l'économie guinéenne et la promotion d'une croissance économique durable.

La CTG sera propriétaire et exploitant du corridor ferroviaire de **670 km** ainsi que des infrastructures portuaires construites dans le cadre du projet Simandou (l'un des plus grands gisements inexploités de minerai de fer de haute qualité au monde). En plus du transport du minerai de fer des mines de Simandou vers les marchés internationaux, les infrastructures de CTG seront également utilisées pour le transport de passagers et de marchandises. Cela contribuera à connecter l'ensemble du territoire guinéen, y compris ses zones agricoles existantes, partant Simandou (au sud-est du pays) au port de Morébaya, près de Conakry, la capitale de la Guinée. Avec son siège à Conakry et des opérations réparties sur l'ensemble de ses infrastructures, CTG devrait progressivement accroître ses effectifs dans les mois et années à venir, en mettant résolument l'accent sur l'excellence opérationnelle, environnementale et en matière de santé et sécurité, ainsi que sur une étroite collaboration avec les communautés locales partout où elle est présente.

La société CTG est détenue conjointement par les partenaires de développement : Winning Consortium Simandou Infrastructure PTE LTD (WCS) (coentreprise entre Winning Consortium et Baowu) et Simfer Infra Co (coentreprise regroupant Rio Tinto et Chalco Iron Ore Holdings) chacune de ces entités détient 42,5 % des parts, tandis que l'État guinéen bénéficie d'une participation gratuite de 15 %.

Tâches et responsabilités:	<p>Le Responsable de la Mise en œuvre des Programmes HSEC est chargé de piloter la planification, le déploiement, le suivi et l'amélioration des systèmes de gestion HSEC (Hygiène, Sécurité, Environnement et Communauté) pour l'ensemble des opérations de CTG, en particulier en ce qui concerne la gestion des contractants. À ce titre, ses principales responsabilités sont les suivantes :</p> <p>Management des Systèmes et Standards HSEC :</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaborer, faire évoluer et mettre en œuvre les standards, procédures et directives HSE-MS pour répondre aux exigences opérationnelles de CTG. Veiller à la qualité, l'intégrité, l'accessibilité et la mise à jour des documents et enregistrements HSEC, en assurant la conformité avec les normes ISO 45001 / ISO 14001. <p>Gestion des contractants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Superviser la sélection, la négociation, l'intégration, la conformité et la performance HSEC des contractants. Mettre en place des processus de suivi, d'évaluation et de reporting de la performance HSEC des contractants. Participer aux revues documentaires, aux inspections de mobilisation et aux activités de terrain clés des contractants. Fournir un appui à la formation HSEC destinée aux contractants et à leur intégration dans les standards de sécurité du site. <p>Amélioration continue et intégration fonctionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> Piloter les initiatives de standardisation dans les domaines de la gestion des risques HSEC, des enquêtes, de l'assurance qualité, du reporting et de la gestion des actions correctives. Concevoir et déployer des stratégies d'optimisation de la collaboration interfonctionnelle (RH, Achats, Opérations, etc.). Établir et suivre des indicateurs de performance (KPI) pour évaluer l'efficacité des équipes internes et contractuelles. <p>Communication & Leadership :</p> <ul style="list-style-type: none"> Développer des mécanismes de communication adaptés aux contextes multilingues et multiculturels pour renforcer la coopération entre équipes et partenaires. Fournir des rapports réguliers à la Direction Générale sur la performance HSEC, les projets en cours et les axes d'amélioration. Assurer le coaching et l'accompagnement des équipes internes et des contractants dans la mise en œuvre du système HSEC-MS. Supporter les enquêtes en cas d'incidents graves lorsque requis.
Exigences en matière de formation	<ul style="list-style-type: none"> Diplôme universitaire (Licence ou Master) en gestion de projet, administration ou domaine équivalent.
Exigences en matière d'Expériences	<ul style="list-style-type: none"> Minimum 10 ans d'expérience dans un poste similaire, avec une spécialisation dans la gestion des contractants. Expérience démontrée dans la mise en œuvre de systèmes de management HSEC conformes aux normes ISO 45001 / ISO 14001, avec certification d'auditeur principal requise. Expérience réussie dans des contextes multiculturels et de projets d'envergure.
Connaissances / Compétences	<ul style="list-style-type: none"> Excellente maîtrise de la planification opérationnelle, du suivi de la performance, et de la gestion documentaire. Capacité à analyser et synthétiser des informations complexes, avec un fort esprit de résolution de problèmes et une approche orientée résultats. Très bonnes compétences interpersonnelles, en communication, influence, négociation et leadership transversal. Maîtrise des systèmes de contrôle documentaire et des outils de reporting. <p>Langues :</p> <ul style="list-style-type: none"> La langue de travail officielle de CTG est le français. La maîtrise de l'anglais ou du chinois est un atout significatif. <p>Aptitudes personnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> Esprit d'équipe, respect, ouverture à la diversité culturelle et capacité à bâtir des relations positives et durables avec les parties prenantes internes et externes.

Postulez dès maintenant en ligne à partir de la plateforme www.trustafrica-emploi.com ou envoyez votre candidature (CV) à job@trustafrica-rh.com en précisant en objet le titre et la référence du poste (REF:TRG02399).

Date Limite de dépôt : 30/07/2025



OFFRE D'EMPLOI

Trust Africa recrute Un (1) Responsable Santé & Sécurité (H/F) pour le compte de la Compagnie du TransGuinéen - SA

Titre du Poste :	Responsable Santé & Sécurité (H/F)
Rapporte au :	Directeur Général Adjoint HSSEC
Lieu d'Affectation :	Conakry
Type de Poste :	National

Aperçu de l'entreprise

Créé en 2022, la **Compagnie du Transguinéen (CTG)** réunit plusieurs partenaires industriels avec le gouvernement de la Guinée dans une coentreprise unique qui jouera un rôle clé dans la transformation de l'économie guinéenne et la promotion d'une croissance économique durable.

La CTG sera propriétaire et exploitant du corridor ferroviaire de **670 km** ainsi que des infrastructures portuaires construites dans le cadre du projet Simandou (l'un des plus grands gisements inexploités de minerai de fer de haute qualité au monde). En plus du transport du minerai de fer des mines de Simandou vers les marchés internationaux, les infrastructures de CTG seront également utilisées pour le transport de passagers et de marchandises. Cela contribuera à connecter l'ensemble du territoire guinéen, y compris ses zones agricoles existantes, partant Simandou (au sud-est du pays) au port de Morébaya, près de Conakry, la capitale de la Guinée.

Avec son siège à Conakry et des opérations réparties sur l'ensemble de ses infrastructures, CTG devrait progressivement accroître ses effectifs dans les mois et années à venir, en mettant résolument l'accent sur l'excellence opérationnelle, environnementale et en matière de santé et sécurité, ainsi que sur une étroite collaboration avec les communautés locales partout où elle est présente.

La société CTG est détenue conjointement par les partenaires de développement : Winning Consortium Simandou Infrastructure PTE LTD (WCS) (coentreprise entre Winning Consortium et Baowu) et Simfer Infra Co (coentreprise regroupant Rio Tinto et Chalco Iron Ore Holdings) chacune de ces entités détient 42,5 % des parts, tandis que l'État guinéen bénéficie d'une participation gratuite de 15 %.

Tâches et responsabilités :

Le Responsable Santé & Sécurité est chargé de garantir une performance H&S solide sur l'ensemble des activités de CTG. Ses responsabilités comprennent :

- Diriger une équipe de professionnels H&S.
- Encadrer, former et accompagner le développement des professionnels locaux en H&S pour construire un héritage durable de sécurité dans l'exploitation du projet Simandou.
- Adapter les stratégies et objectifs du projet en un plan opérationnel H&S concret.
- Gérer les risques complexes, les impacts, les mesures d'atténuation et les opportunités d'investissement associés aux infrastructures de CTG.
- Garantir la conformité du projet aux politiques et normes H&S en vigueur.
- Être responsable de la mise en œuvre de la stratégie H&S pour CTG.

- Travailler avec les contractants afin d'assurer la compréhension et l'application des normes H&S durant la construction et l'exploitation (rail et port).
- Élaborer et exécuter des stratégies de mitigation H&S respectant les engagements, le calendrier et le budget.
- Mettre en place des objectifs H&S mesurables, les suivre activement et en rendre compte selon les exigences définies.
- Collaborer avec la direction, les affaires extérieures et la communication pour intégrer les engagements H&S dans la planification stratégique de l'entreprise.
- Renforcer les capacités H&S au sein de l'équipe.
- Superviser les services de réponse d'urgence et les services médicaux.
- Encadrer et soutenir l'équipe H&S de terrain présente sur l'ensemble des sites de l'entreprise.
- Contribuer à la mise en œuvre du programme de Leadership & Coaching de CTG et promouvoir une culture de travail fondée sur la confiance, la collaboration et le respect.
- Assurer la communication régulière avec les parties prenantes internes (chefs de site, superviseurs, employés) sur les obligations en matière de santé au travail et les plans d'amélioration.
- Apporter un appui H&S à l'élaboration du plan de formation.
- Participer aux audits H&S et veiller à la mise en œuvre des recommandations.
- Identifier et promouvoir les meilleures pratiques à intégrer.
- Mettre en place, maintenir et faire évoluer les programmes H&S (plans, systèmes, procédures, standards).
- Être moteur dans l'amélioration continue des programmes H&S.
- Piloter des initiatives ciblées d'amélioration en santé et sécurité, en cultivant une culture de sécurité par la sensibilisation, la formation et l'implication des parties prenantes.
- Fournir un accompagnement technique, des formations et du mentorat en matière de H&S.
- Réaliser des analyses sur les causes d'accidents et de dangers, proposer des recommandations préventives.
- Assurer, le cas échéant, le rôle de chef d'enquête pour tout incident majeur.

Exigences en matière de formation

Formation :

- Diplôme universitaire en Environnement, Santé, Sécurité ou domaine équivalent. Une combinaison pertinente d'expériences professionnelles peut également être considérée.

Langues :

- La langue de travail officielle de CTG est le **français**. La connaissance de l'**anglais ou du chinois** constitue un atout. La **maîtrise du français** est **fortement privilégiée**.

Exigences en matière d'Expériences

- Expérience significative dans un poste similaire, idéalement dans les industries lourdes ou d'ingénierie.
- Expérience avérée dans la gestion d'équipes H&S pluridisciplinaires.
- Capacité à influencer les dirigeants à tous les niveaux hiérarchiques.
- Expérience dans la supervision de sous-traitants ou consultants HSE dans un environnement multilingue.
- Bonne connaissance des opérations ferroviaires et portuaires.
- Expérience approfondie en Afrique subsaharienne.
- De **10 à 15 ans d'expérience** dans le développement de projets d'infrastructures de grande envergure, dans des contextes sociaux et politiques complexes.
- Une expérience en mise en service de projets à grande échelle constitue un atout.

Connaissances / Compétences

- Solides compétences en communication orale et écrite, avec capacité à vulgariser l'information technique.
- Excellentes capacités de négociation et d'influence.
- Capacité à gérer des équipes larges et diversifiées.
- Compétences interpersonnelles développées.
- Leadership avéré : capacité à former, motiver, diriger et encadrer.
- Expertise dans la conception et le suivi de programmes H&S performants.
- Intégrité professionnelle élevée et orientation vers les résultats.

Postulez dès maintenant en ligne à partir de la plateforme www.trustafrica-emploi.com ou envoyez votre candidature (CV) à job@trustafrica-rh.com en précisant en objet le titre et la référence du poste (**REF:TRG02398**).

Date Limite de dépôt : 30/07/2025

R.H Challenge

NOUS RECRUTONS

Dans le cadre de la relance d'un grand complexe hôtelier de la place, le Cabinet RH CHALLENGE recrute du personnel pour tous les postes :

- Des Directeurs
- Des Comptables,
- Des Assistants,
- Des Réceptionnistes,
- Des Serveurs,
- Des Cuisiniers,
- Des Gouvernantes,
- Des Femmes de chambre,
- Des Agents de sécurité.

Date limite 25 juillet 2025

Vous êtes dynamique, motivé(e) et souhaitez faire partie d'une nouvelle aventure hôtelière à Nzérékoré ? Saisissez cette opportunité unique !

Déposez votre **dossier complet (CV + Lettre de motivation)** au bureau du Cabinet RH CHALLENGE, sur recrutement@rhchallenge.com ou contactez-nous pour plus d'informations au **669 363 233**.

RH CHALLENGE – Recruter autrement, pour réussir



OFFRE D'EMPLOI

Trust Africa recrute Un (1) Surintendant de la gestion des Contractants (H/F) pour le compte de la Compagnie du TransGuinéen - SA

Titre du Poste :	Surintendant de la gestion des Contractants (H/F)
Rapporte au :	Responsable Principal de la Mise en œuvre des Programmes HSEC
Lieu d'Affectation :	Conakry
Type de Poste :	National

Aperçu de l'entreprise

Créé en 2022, la **Compagnie du Transguinéen** (CTG) réunit plusieurs partenaires industriels avec le gouvernement de la Guinée dans une coentreprise unique qui jouera un rôle clé dans la transformation de l'économie guinéenne et la promotion d'une croissance économique durable.

La CTG sera propriétaire et exploitant du corridor ferroviaire de **670 km** ainsi que des infrastructures portuaires construites dans le cadre du projet Simandou (l'un des plus grands gisements inexploités de minerai de fer de haute qualité au monde). En plus du transport du minerai de fer des mines de Simandou vers les marchés internationaux, les infrastructures de CTG seront également utilisées pour le transport de passagers et de marchandises. Cela contribuera à connecter l'ensemble du territoire guinéen, y compris ses zones agricoles existantes, partant Simandou (au sud-est du pays) au port de Morébaya, près de Conakry, la capitale de la Guinée. Avec son siège à Conakry et des opérations réparties sur l'ensemble de ses infrastructures, CTG devrait progressivement accroître ses effectifs dans les mois et années à venir, en mettant résolument l'accent sur l'excellence opérationnelle, environnementale et en matière de santé et sécurité, ainsi que sur une étroite collaboration avec les communautés locales partout où elle est présente.

La société CTG est détenue conjointement par les partenaires de développement : Winning Consortium Simandou Infrastructure PTE LTD (WCS) (coentreprise entre Winning Consortium et Baowu) et Simfer Infra Co (coentreprise regroupant Rio Tinto et Chalco Iron Ore Holdings) chacune de ces entités détient 42,5 % des parts, tandis que l'État guinéen bénéficie d'une participation gratuite de 15 %.

Tâches et responsabilités:	<p>Le Superviseur de la Gestion des Contractants est chargé d'assurer le pilotage et le suivi de la performance des contractants, avec un accent particulier sur les aspects Santé, Sécurité, Environnement et Communauté (SSEC). Il joue un rôle central dans le développement, la mise en œuvre et le contrôle des processus de conformité SSEC des contractants, tout en assurant leur intégration efficace aux opérations globales de l'entreprise.</p> <p>Principales responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaborer et mettre en œuvre des processus de gestion de la performance SSEC des contractants, en garantissant leur conformité aux normes internes et réglementaires. Suivre et faire respecter les politiques et procédures SSEC auprès de tous les contractants sur site. Réaliser des évaluations régulières des risques liés aux activités des contractants et mettre en œuvre des stratégies de prévention adaptées. Collaborer étroitement avec les équipes de formation pour assurer le renforcement des capacités des contractants en matière de pratiques SSEC. Définir et surveiller les indicateurs clés de performance (KPI) liés aux aspects SSEC des contractants, et orienter les actions d'amélioration. Assurer la gestion, le suivi et l'analyse des incidents SSEC impliquant des contractants, en garantissant la mise en place de mesures correctives efficaces. Travailler en synergie avec les départements Opérations, RH, Achats et autres fonctions supports pour garantir une intégration fluide des standards SSEC dans la gestion des contractants.
Exigences en matière de formation	<ul style="list-style-type: none"> Concevoir et mettre en œuvre des actions visant à améliorer les retombées sociales et environnementales positives des activités des contractants. Fournir des rapports réguliers à la direction sur la performance SSEC des contractants et les initiatives associées. Promouvoir une communication fluide et efficace dans un environnement multilingue, multiculturel et inter-organisationnel.
Exigences en matière d'Expériences	<ul style="list-style-type: none"> Diplôme universitaire (Licence ou Master) en Santé, Sécurité, Environnement, Communauté ou dans un domaine connexe. Une combinaison équivalente d'expériences professionnelles pertinentes peut être acceptée. <hr/> <ul style="list-style-type: none"> Expérience significative dans un poste similaire, idéalement dans les secteurs de la construction industrielle ou du génie civil lourd. Expérience de travail avec des sous-traitants, en particulier dans un contexte multilingue (français, chinois, anglais). Connaissance approfondie des environnements d'exploitation ferroviaires, portuaires et de construction. Une expérience avérée en Afrique subsaharienne est fortement recommandée.
Connaissances / Compétences	<p>Compétences techniques et comportementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> Excellentes compétences en communication écrite et orale. Solides compétences interpersonnelles et capacité à collaborer efficacement avec des équipes et des parties prenantes diversifiées. Leadership affirmé, capacité à encadrer, motiver, diriger et accompagner une équipe. Maîtrise des programmes SSEC, du reporting, du suivi des actions et de l'analyse des performances. Forte capacité d'adaptation et sens aigu de l'organisation. <p>Langues :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le français est la langue de travail officielle de CTG. La maîtrise de l'anglais ou du chinois est un avantage appréciable. La maîtrise du français est un critère préférentiel à compétences égales.

Postulez dès maintenant en ligne à partir de la plateforme www.trustafrika-emploi.com ou envoyez votre candidature (CV) à job@trustafrika-rh.com en précisant en objet le titre et la référence du poste (REF:TRG02400).

Date Limite de dépôt : 30/07/2025



NOUS RECRUTONS UN(E) DIRECTEUR(TRICE) DU CAPITAL HUMAIN (DCH)

Dans le cadre du renforcement de sa stratégie organisationnelle et de la gestion de son capital humain, une importante institution sur place lance un recrutement d'un(e) Directeur (trice) du Capital Humain (DCH). Ce poste stratégique a pour objectif de structurer, piloter et optimiser la fonction ressources humaines afin d'accompagner la croissance et la transformation de l'organisation.

Missions principales

Le/La Directeur(trice) du Capital Humain (DCH) aura pour missions de :

- Recueillir auprès des directions de l'entreprise leurs attentes et leurs besoins sur les problématiques touchant aux ressources humaines.
- Suivre l'évolution des stratégies RH de l'institution et se tenir au courant des innovations.
- Piloter les projets de transformation RH (digitalisation, conduite du changement, etc.)
- Définir sur la base de l'ensemble de ces informations, la stratégie RH de l'organisation et faire valider par l'Administration Générale.
- Conseiller l'Administration Générale sur les enjeux humains et organisationnels.
- Décliner la stratégie par problématiques RH et fixer les objectifs.
- Représenter la direction avec les instances du personnel pour informer les salariés et syndicats des projets d'organisation RH.
- Motiver et encadrer ses équipes et développer leurs compétences
- Donner le cap stratégique et définir les objectifs par grandes problématiques.
- Impulser les grands chantiers projets RH.
- Proposer des dispositifs de gestion de l'emploi et des compétences.
- Evaluer la productivité des agents (optimisation en fonction de l'évolution des activités).
- Piloter l'évaluation des collaborateurs et gérer les carrières.
- Assurer la gestion et l'administration du personnel.
- Définir la politique de rémunération et superviser sa mise en œuvre.
- Elaborer et mettre en œuvre la politique de développement des compétences.
- Elaborer et animer un baromètre de satisfaction personnel.
- Elaborer le plan de formation en cohérence avec les orientations stratégiques de l'institution et participer à l'élaboration du budget.
- Définir les actions de formation et procéder à leur évaluation.
- Faciliter la disponibilité de la documentation pédagogique et des ressources logistiques.
- Définir les mesures d'efficacité de la formation.

Savoir-faire et savoir être

- Master en ressources humaines, droit social, psychologie du travail, ou tout autre domaine connexe ;
- Minimum 08 ans d'expérience dans une fonction RH, dont au moins 5 ans à un poste de responsable RH ;
- Expérience avérée dans un environnement structuré et en transformation.
- Elaboration et mise en œuvre des politiques RH
- Vision globale de l'organisation
- Bonne maîtrise des outils informatiques et en particulier des logiciels RH
- Gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC)
- Excellente maîtrise du droit du travail et des meilleures pratiques RH
- Bonne culture économique et vision stratégique
- Forte personnalité afin de manager ses équipes
- Sens du dialogue, qualités d'écoute, excellent relationnel et aisance dans le cadre de la négociation.
- Connaissance de la norme ISO 9001 est un atout.

Envoyez vos CV et lettre de motivation à l'adresse suivante au plus tard le 16 Juillet 2025 : recruitment.gn2024@gmail.com



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE
UNITE D'APPUI A LA GESTION ET A LA COORDINATION DES PROGRAMMES (UAGCP)



AVIS DE RECRUTEMENT

Poste à recruter	Spécialiste Passation des Marchés
Nombre de Poste à pourvoir	(01)
Date de publication	14/07/2025
Date limite pour le dépôt de candidature	04/08/2025 à 12h00
Lieu et adresse géographique pour dépôt de candidature	Secrétariat de l'UAGCP Résidence Palm Camayenne, Corniche Nord, Coté de la Clinique Ambroise Paré, Commune de Dixinn, 2ème et 3ème étage, Tel : 621 43 24 90
Structure	Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP)
Département :	Passation des marchés
Superviseur Direct :	Responsable Passation des marchés
Objectif principal du poste :	Sous la responsabilité du Responsable du Département de Passation des Marchés, le (la) Spécialiste en Passation des Marchés sera chargé(e) d'apporter un appui technique à la mise en œuvre des activités du processus de planification, de passation et de gestion des marchés financés par les différents bailleurs
Période du contrat	(01) An avec possibilité de renouvellement

Le Gouvernement de la République de Guinée et les partenaires techniques et financiers dont Gavi, Fonds Mondial et Banque Mondiale, se sont accordés sur la nécessité de mettre en place une Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des Programmes (UAGCP) au sein du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP). Le but étant une amélioration des mécanismes de gestion financière et la création de synergies entre les départements techniques en charge de la mise en œuvre des programmes à travers un renforcement de capacité graduel de ces programmes financés par les fonds externes.

Par arrêté NA/2019/1567/MS/SGG du 30 avril 2019, il est créé une Unité d'Appui à la Gestion et à la Coordination des programmes « UAGCP » au sein du Ministère de la Santé, placée sous l'autorité directe du Secrétaire Général qui en assure la supervision avec le comité de pilotage.

Les présents termes de références visent à définir la mission et les tâches spécifiques liées au poste du Spécialiste en Passation des Marchés de l'UAGCP

RESPONSABILITES PRINCIPALES

Le (la) Spécialiste en Passation des Marchés (SPM) assiste le Responsable Passation des Marchés et est directement responsable de tout le cycle de passation des marchés sous financement des bailleurs et doit essentiellement s'acquitter d'une façon professionnelle, et sous la supervision du Responsable Passation des Marchés, des tâches suivantes :

- o Contribuer activement, sur invitation de la hiérarchie, à la planification des marchés des services demandeurs et à l'élaboration du PPM annuel ;
- o Recevoir et traiter les demandes d'achats des services demandeurs ;
- o Préparer les Dossiers d'Appel d'Offres, les Demandes de Cotation ou les Appels à Manifestation d'Intérêt pour les marchés qui lui sont confiés par la hiérarchie, selon la méthode de passation adéquate et à l'aide des modèles établis par l'ARMP pour chaque type de passation
- o Assurer le secrétariat de la commission des marchés ;
- o Planifier, coordonner et contrôler l'ensemble des activités liées à la passation des marchés dans le respect des dispositions du code des marchés publics en République de Guinée et des exigences propres aux bailleurs de fonds ; Gestion et suivi de l'exécution des contrats passés en collaboration avec des services et/ou entités (sous) bénéficiaires, jusqu'à la bonne réception des travaux, biens et services ;
- o Préparation et transmission des rapports périodiques et autres documents techniques exigés ou requis par les bailleurs de fonds ;
- o Collaboration avec l'agent fiscal, les vérificateurs et auditeurs externes, et fourniture de tous les renseignements et informations nécessaires pour la bonne conduite des vérifications et audits sur la passation des marchés et veiller à la mise en œuvre des recommandations qui en découlent ;
- o Mettre en place un système simple de gestion de passation des marchés orienté vers l'atteinte des objectifs du projet comprenant : la planification des opérations de passation des marchés, le suivi d'exécution des marchés et l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés ;
- o Mener à bien le processus de mise au point d'appels d'offres sous le strict respect des principes de passation des marchés afin de s'assurer qu'ils ne privilégient pas des fournisseurs donnés et se déroulent de manière transparente et juste ;
- o Faire le suivi des commandes et s'assurer, auprès du service financier, des paiements dans les délais requis ;
- Elaborer ou mettre à jour les outils et formulaires pour la collecte et la compilation des marchés ;
- Traiter les recours et en cas de contentieux, donner un éclairage dans l'interprétation des clauses du contrat ;
- Contribuer à la mise à jour périodique de la base de données des fournisseurs accrédités par l'UAGCP ainsi qu'à la mise à jour d'une mercuriale des prix du marché
- Mettre en place un système d'archivage des dossiers de passation des marchés qui inclura pour chaque marché tous les documents demandés du marché, y inclus les documents relatifs au paiement.

Qualification et expérience indispensable

I	Qualification d'ordre général		30 points
I)	Titulaire d'un diplôme supérieur (BAC+4) ou diplôme équivalent en ingénierie, architecture, droit, gestion, économie, management, commerce ou domaine connexe. Les candidats n'ayant pas de diplôme de formation seront éliminés	10 points	
	Avoir une formation spécifique justifiée en passation des marchés ; Aucune formation spécifique justifiée	20 points 0 point	
II	Expériences Générales et spécifiques		60 points

	✓ Expérience générale d'au moins 5 ans dans le domaine de gestion des projets publics (système national et/ou bilatéral ou multilatéral) ;	20 points	
	✓ Expérience spécifique d'au moins 3 ans pour des projets du système bilatéral et/ou multilatéral (BM, UE, GAVI, FM, DFID, CTB,) ; en tant que spécialiste en passation des marchés ou gestionnaire des marchés publics.	35 points	
	✓ Expérience dans le secteur de la santé serait un atout.	05 points	
IV	Connaissance Linguistique et Informatique		10 points
a	Maitrise de l'outil informatique (Excel, Word, Power Point, Outlook etc...	5 points	
b	Connaissance justifiée des procédures nationales en passation des marchés	5 points	
Total		100 points	

Le score minimum requis pour être présélectionné pour le test écrit est de 70 points/100.

Dossier de Candidature

Le dossier de candidature devra comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un Curriculum vitae avec les références de trois personnes qui connaissent le caractère et les qualifications du candidat,
- La photocopie légalisée des diplômes exigés,
- Les copies des attestations/certificats de travail,
- Un certificat de résidence,
- Une photocopie de la pièce d'identité en cours de validité,
- Être de nationalité Guinéenne

Les dossiers complets de soumission des candidatures sont à déposer sous format papier dans une enveloppe bien fermée portant la mention « Candidature pour le poste de Spécialiste en Passation des marchés » ou envoyer par voie électronique à : uagcp.recrutement@gmail.com.

La date limite du dépôt ou de l'envoi des dossiers est fixée au 04/08/2025 à 12H00.





ELECTRICITE DE GUINEE



Avec le Compteur Prépayé,

vous payez ce que VOUS consommez !




Centre Service Client
24h/7J **626 111 111**

MORIAH LE GRAND

Infographe - Graphiste-photographe

CONCEPTION ET CRÉATION DE
Logotype - Magazine, Bulletin, Journal, Affiche, Flyers
Formation en infographe

**Avis d'Appel d'Offres Restreint (AOR)
DAOR N° 002/MAEIMAGE/SG/CAB/PRMP/2025
LETTRE D'INVITATION AUX CANDIDATS**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'INTÉGRATION AFRICAINE ET
DES GUINÉENS ÉTABLIS A L'ÉTRANGER**

Objet Lot unique : Travaux de construction et d'extension en R+12 avec sous -sol du siège du MAEIMAGE sis à Koloma.

DAOR N° : 002/MAEIMAGE/SG/CAB/PRMP/2025

Mesdames, Messieurs,

Le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Etranger a sollicité et obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget, des fonds afin de financer des travaux et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif aux : Travaux de construction et d'extension en R+12 avec sous -sol du siège du MAEIMAGE sis à Koloma.

Ces travaux de construction et d'extension seront exécutés à Koloma sis dans la commune de Ratoma.

1. Dans le cadre de l'exécution du projet de réalisation de ces travaux de construction et d'extension, sous financement du Budget National de Développement (BND), je vous invite à prendre part à un Appel d'Offres restreint relatif aux : Travaux de construction et d'extension en R+12 avec sous -sol du siège du MAEIMAGE sis à Koloma.

2. Le délai d'exécution est de Vingt-quatre (24) mois

3. La présente lettre d'invitation a été adressée aux candidats inscrits sur la liste restreinte, dont les noms figurent ci-dessous :

N°	ENTREPRISES	ADRESSES	PAYS
1	AFRICA-GERMANY SA	Siège Social : Immeuble Tounkara (4 ^{ème} étage) en face de la clinique pasteur Manquepas Commune de Kaloum, Tel : (+224)622 98 37 80 ; Email : contact@africa-germany.com / africagermany11@gmail.com	Rep de Guinée
2	ORIGO-AFRICA SA	Siège Social : Boulbinet, Commune de Kaloum, BP.2009 Conakry Tel : (+224)623351763 email : info@origo.africa.com / origoafricasarl@gmail.com	Rep de Guinée
3	CAPITAL SARL	Siège Social : Almamya, Commune de Kaloum, BP.1531-Conakry Tel : (+224)662 67 36 44 ; Email : capitalsarl2011@gmail.com	Rep de Guinée
4	GUINEE GLOBAL CORPORATI ON SARL	Siège Social : Manquepas, Commune de Kaloum, Tel : (+224)666 86 69 21 ; Email : guineeglobalcorporation@gmail.com	Rep de Guinée
5	SOPMIG SARL	Siège Social : Manquepas, Commune de Kaloum-Conakry, Tel : (+224)662 24 52 01 ; Email : sopmigsarl@gmail.com	Rep de Guinée

4. la Passation du Marché sera conduite par voie d'Appel d'Offres restreint tel que défini à l'Article 28 du Code des Marchés Publics.

5. les candidats invités peuvent retirer le dossier d'Appel d'Offres restreint contre le paiement d'une somme non-remboursable de trois millions de francs guinéens (3.000.000 GNF) à l'adresse mentionnée ci-après : Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP),

Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Etranger, Tel : 628 23 07 87, à compter du 09/7/2025 à 11h 00 min, la méthode de paiement sera :

- 50 % au compte du Trésor Public N° 41 110 71 « Receveur Central du Trésor » ;
- 30% au compte de l'ARMP N° 2011000 407 « ouvert à la BCRG » et
- 20% au compte de l'Autorité Contractante.

Le dossier d'Appel d'Offres sera immédiatement remis. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Etranger sis à Koloma Commune de Ratoma auprès du Service de Passation des Marchés Publics, au plus tard, le 31/7/2025 ; Guinée, en un (1) original et trois (03) copies. Les offres remises en retard ne seront nullement acceptées.

6. les exigences en matière de qualifications applicables aux candidats sont les suivantes : (Voir le dossier d'Appel d'Offres pour les informations détaillées).

Le présent Appel d'Offres fait référence aux marges de préférences, prévues par les Articles 78 et 79 du Code des Marchés Publics.

7. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission de 1% du Montant de l'offre, dont la validité est de trente (30) jours après l'expiration de la période de validité de l'offre, soit Cent vingt (120) jours

8. les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et dans les DPAO.

9. les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis, et le cas échéant, d'un observateur indépendant le 31/7/2025 à 11h 30 min, Guinée- Conakry, au Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Etranger.

En plus de la TVA, les montants des offres doivent inclure une redevance de régulation de 0,60% du montant hors taxe du marché à verser sur le compte de l'ARMP, conformément aux dispositions du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de l'Arrêté conjoint A/2304/MEF/MB/SGG du 07 Août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote part des produits de vente (ou prix de cession), ainsi que les frais d'immatriculation des Marchés Publics de 0,3% du montant Hors Taxes du marché, systématiquement supporté par l'Entrepreneur.

La législation régissant l'Appel d'Offres est celle en vigueur en République de Guinée.

Veuillez recevoir, Mesdames, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Le Ministre

Dr. Morissane Kouyaté
Prix Nelson Mandela des Nations Unies



Projet d'Amélioration de l'Accès à L'Electricité en Guinée (PAAEG)



**REPUBLIQUE DE GUINEE
MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES
Electricité De Guinée (EDG)
Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Electricité en Guinée (PAAEG)**

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS
(SERVICES DE CONSULTANT INDIVIDUEL)**

Secteur : Energie
Référence de l'accord de financement : 2100155041675
N° d'Identification du Projet : P-GN-FA0-018
Date : 08 juillet 2025

1. Le Gouvernement de la République de Guinée a reçu un financement du Groupe de la Banque Africain de Développement (BAD) afin de couvrir une partie du coût du Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Electricité en Guinée (PAAEG) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes qui seront accordées au titre de ce fonds pour financer le contrat pour : le recrutement d'un spécialiste en organisation et évaluation, et mise en place de système de contrôle interne d'EDG.

2. L'objectif principal de cette mission est d'évaluer, et renforcer les capacités du département d'audit interne de l'EDG afin de lui permettre d'accomplir efficacement son rôle de surveillance et d'évaluation indépendante. Cette mission vise à aligner ses pratiques aux normes internationales (IIA, COSO, etc.), améliorer ses capacités en matière d'audit basé sur les risques, et renforcer sa contribution à la gouvernance et à la performance globale de l'EDG.

3. Le Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures représenté par l'Electricité de Guinée (EDG) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (CV détaillé, copies de diplômes et attestations, référence de prestations similaires, expériences dans des missions comparables accompagnées des preuves de réalisation notamment des attestations de services faits délivrées par le Client, certificats de travail des employeurs etc.).

La Cellule d'Exécution du Projet se réserve le droit de procéder aux vérifications nécessaires des informations communiquées par les candidats avant toute signature de contrat. La durée des prestations du Consultant est estimée à trois (3) mois et la date de démarrage est prévue pour compter du mois de Septembre 2025.

4. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque », Edition octobre 2015 de la Banque Africaine de Développement, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Le consultant sélectionné doit répondre aux exigences minimales suivantes :

- Diplôme universitaire en audit, contrôle interne, gestion des risques, finances ou équivalent (Bac+5 minimum).
- Expert-Comptable ou équivalent
- Expérience confirmée de 10 ans minimum en contrôle interne, gestion des risques et audit.
- Bonne maîtrise des référentiels internationaux (COSO, ISO 31000, IFACI, IIA, etc.).
- Expérience avérée dans la mise en place et l'optimisation des systèmes de contrôle interne.
- Capacités pédagogiques avérées pour la formation et le renforcement des capacités.
- Une expérience dans le secteur de l'énergie ou des entreprises publiques serait un atout.
- Maîtrise du français obligatoire, l'anglais serait un plus.
- Maîtrise des outils et logiciels de gestion des risques et d'audit (ex. : ACL, IDEA, Power BI, SAP, ou autres outils pertinents).
- Aptitude à travailler sous pression et à respecter des délais serrés.
- Excellentes compétences rédactionnelles et analytiques, avec une capacité avérée à produire des rapports clairs et structurés.

6. Les consultant(e)s seront évalués sur la base de leurs dossiers de can-

didature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

Critères de notation	Note sur 100
1. Qualifications générales (Bac+5 au moins dans le domaine de l'audit, contrôle interne, gestion des risques, finances ou équivalent), Expert-comptable ou équivalent (10 points si oui et 0 point si non conforme et disqualifié).	10
2. Dix (10) ans d'expériences en contrôle interne, gestion des risques et audit (20 points si oui ; 0 point si inférieur à 10 ans).	20
3. Cinq (05) références avérées dans la mise en place et l'optimisation des systèmes de contrôle interne (4 points au prorata du nombre de références).	20
4. Deux (02) expériences pertinentes dans la formation et le renforcement des capacités (10 points par expérience pertinente).	20
5. Présenter au moins deux (02) références en maîtrise des outils et logiciels de gestion des risques et d'audit (ex. : ACL, IDEA, Power BI, SAP, ou autres outils pertinents) (10 points par référence).	20
6. Bonne maîtrise des référentiels internationaux (COSO, ISO 31000, IFACI, IIA, etc.).	10
Total	100

La note minimale requise pour être éligible est de 70 points sur 100.

La procédure de sélection sera la méthode de Sélection Consultant Individuel Le candidat classé premier dont la note totale est égale ou supérieure au score minimum ci-avant cité sera invité à négocier un contrat. Au cas où des consultants seront classés 1er ex-aequo, le candidat ayant le plus grand nombre cumulé d'années d'expérience évalué pour le critère 3 sera sélectionné. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un Consultant n'implique aucune obligation de la part du Projet de l'inclure sur la liste restreinte.

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires notamment les Termes de Références (TDR) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 8H à 17H du lundi au jeudi et de 8H à 13H les vendredis.

8. Les expressions d'intérêt seront soumises uniquement en langue française et doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous ou transmises par messagerie au plus tard le 29 juillet 2025 à 10 H 30 mn (Heure locale) et porter expressément la mention « Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Electricité en Guinée (PAAEG) / Avis d'Appel à Candidature pour le recrutement d'un spécialiste en organisation et évaluation, et mise en place de système de contrôle interne d'EDG» et transmise à l'adresse électronique ci-dessous :

Unité de Gestion du Projet
À l'attention de Monsieur Bangaly KONATE, Coordonnateur
Quartier Almamy, Rue KA 050 Route du Port
Immeuble KATEX 3e étage, près du siège de Cellcom-Guinée
Electricité de Guinée (EDG)
BP 1463 Conakry
République de Guinée
Tél : +224 622089610
E-mail : bangaly.konate@paaeg.com et djombo.coumbassa@paaeg.com

Le Coordonnateur du projet

Télimélé : la 1ère session du conseil administratif préfectoral lancée à Daramagnaki



Délocalisée dans la commune rurale de Daramagnaki, à 145 kilomètres de la commune urbaine, la 1ère session du conseil administratif préfectoral de Télimélé a démarré hier, vendredi 11 juillet 2025. Cette session de deux jours permettra aux participants de faire le point de la gestion de l'année écoulée et de faire des prévisions au compte de l'année à venir. La cérémonie s'est tenue en présence de plusieurs personnalités, dont le chef de cabinet du gouvernorat de la région de Kindia, le cabinet du préfet de Télimélé, les sous-préfets, les présidents des délégations spéciales ainsi que les chefs des services préfectoraux, rapporte un des correspondants de Guineematin.com basé à Télimélé.

L'honneur est revenu à Mamadou Hatimou Bah, président de la délégation spé-

cial de la commune rurale de Daramagnaki, de prononcer le mot de bienvenue.

Par la suite, le préfet de Télimélé, le Colonel Mamadou Lamarana Diallo, a exprimé sa gratitude aux populations pour leur soutien. Il a invité les participants à faire preuve d'engagement à travers des actions concrètes pour le développement des communautés.

« Ce conseil administratif me donne l'occasion d'exprimer encore une fois ma profonde gratitude aux populations de Télimélé pour le soutien inconditionnel qu'elles ne cessent de m'apporter. Cela prouve à suffisance votre adhésion et accompagnement à la politique de changement prônée par le CNRD, avec à sa tête Son Excellence le Général Mamadi DOUMBOUYA, Président du CNRD, président de la République,

Chef de l'Etat, Chef suprême des Armées. Nous devons nous mettre à l'œuvre par des comportements responsables

à travers des actions concrètes, des initiatives constructives et valorisantes dans le but de donner à nos missions une vision féconde et efficace. Pour relever le défi qui nous interpelle tous, nous devons regarder les réalités en face, réalités qui se caractérisent par : la faiblesse de mobilisation des ressources locales ; le banditisme, le

vol, la consommation abusive de l'alcool et de la drogue ; le déficit de l'encadrement de la jeunesse ; la faiblesse des ressources financières né-

cessaires à la réalisation des actions de développement, les infrastructures routières, l'eau potable, le courant pour tous ; l'insuffisance de moyens logistiques performants au niveau des services déconcentrés et décentralisés ; la faiblesse des appuis en faveur des organisations à caractère associatif et coopératif ; la Santé pour tous ; l'autosuffisance alimentaire ; la fidélisation des fonctionnaires à leur poste de travail. Durant deux (02) jours, vous devez faire preuve d'une grande intelligence et d'une assiduité sans faille afin d'apporter des initiatives hardies et porteuses d'espoir par des débats participatifs et constructifs à ces différents problèmes entre autres qui nous assaillent.

net du gouvernorat de la région de Kindia, Mamadi Nanténin Konaté, a exhorté les participants à plus de disponibilité et de responsabilité pour la réussite à cette activité.

« Le Conseil administratif préfectoral constitue l'instance suprême de prise de décisions, après des débats et échanges fructueux entre vous les participants afin de produire un document de référence appelé le Plan de Développement Socio-économique de votre sous-préfecture sous l'égide de l'administration préfectorale. Pour parvenir à ce programme, je voudrais vous exhorter à plus de disponibilité, d'engagement surtout de participation active pendant le déroule-



Je reste persuadé qu'avec le réalisme qui habite tout un chacun, les résolutions qui sortiront de ce Conseil Administratif seront une feuille de route pour nous tous. Ainsi, je saisis cette ultime occasion pour magnifier l'effort des partenaires au développement (ONG-Projets-Programmes) et des sociétés minières, pour la réalisation des micro-projets communautaires. Je remercie et félicite nos citoyens, ressortissants et résidents, qui sont en train de mobiliser les fils et filles de Télimélé, dans un esprit d'entente et de solidarité d'actions autour d'un idéal qui est le développement intégré de notre préfecture », a déclaré le Colonel Mamadou Lamarana Diallo.

ment des travaux. L'occasion est opportune pour moi de vous traduire les salutations et sentiments de notre ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, à travers lui, le Gouvernement, sous l'égide de son Excellence le Général Mamadi DOUMBOUYA, président de la République, pour tous les efforts que vous êtes en train de fournir dans le cadre de la gestion de vos collectivités locales afin d'améliorer les conditions de vie et de travail tout en veillant également sur la sécurité des personnes et de leurs biens », a déclaré monsieur Konaté.

De Télimélé, Ousmane Dieng pour Guineematin.com

De son côté, le chef de cabi-



ELECTRICITE
DE GUINÉE



" Éteignez l'ampoule quand vous quittez la pièce " !

**" NE PAS GASPILLER LE COURANT,
C'EST ÉCONOMISER DE L'ARGENT " !**



Centre Service Client

626 111 111